

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JANVIER 2020

Délibération n° 2020-012- DC

Date d'affichage :

Le 5 février 2020

Effectif statutaire : 93
Membres en exercice : 93
Quorum : 47
Présents : 53
Excusé(s) : 19
Dont représenté(s) : 15
Absent(s) : 21

Nombre de votants : 68

Secrétaires de séance :

*Madame Jacqueline TARDIVEL,
Conseillère communautaire de la
Commune de Vernantes et
Monsieur Grégory PIERRE,
Conseiller communautaire de la
Commune de Villebernier*

Le trente janvier deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guillani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, le vingt trois janvier deux mille vingt.

Présents : (53)

Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Lionel FLEUTRY, Arnel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Anatole MICHEAUD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Jacky BOUCHENOIRE, Béatrice BERTRAND, Denis SAULEAU, Jean-Marie POIRON, Patrick ALOPE, Sophie ANGUENOT, Jean-Pierre ANTOINE, Michel APCHIN, Françoise AUVINET, Gilles BARDIN, Noël BAUDOUIN, Alain BOISSONNOT, Yves BOUCHER, Bernard BOUTIN, Claudia CHARTIER, Bruno CHEPTOU, Patrick CONDEMIN, Françoise DAMAS, Diane de LUZE, Pierre-Yves DELAMARE, Marie-Luce DURAND, Didier GUILLAUME, Charles-Henri JAMIN, Alain JOBARD, Sylviane LE COQ, Eric LEFIEVRE, Danielle LEGUAY, Jack LOYEAU, Patrice MOUCHARD, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, André NIORT, Alain PASSEDROIT, Nicole PEHU, Grégory PIERRE, Bruno PROD'HOMME, Dominique SIBILEAU, Françoise SILVESTRE DE SACY, Jean-Marcel SUPIOT, Gilles TALLUAU, Jacqueline TARDIVEL, Eric TOURON.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Gérard PERSIN par Serge BRANCHEREAU

Excusés : (19)

Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Sylvie BEILLARD, Marc BONNIN, Patrice VERITE, Danièle ADAM, Laurence DELAUNAY, Béatrice GUILLON, Véronique HENRY, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Alain LEFORT, Astrid LELIEVRE, Frédéric MORTIER, Patrice PEGE, Isabelle TAILLECOURS, Gabriel TAILLEE

Dont excusés ayant donné pouvoir : (15)

Michel PATTEE à Anatole MICHEAUD, Jérôme HARRAULT à Marie-Luce DURAND, Guy BERTIN à Jean-Yves FULNEAU, Marc BONNIN à Lionel FLEUTRY, Patrice VERITE à Alain BOISSONNOT, Laurence DELAUNAY à Danielle LEGUAY, Béatrice GUILLON à Jack LOYEAU, Benoît LAMY à Alain PASSEDROIT, Géraldine LE COZ à Jackie GOULET, Alain LEFORT à Claudia CHARTIER, Astrid LELIEVRE à Jean-Michel MARCHAND, Frédéric MORTIER à Nicole PEHU, Patrice PEGE à Sylviane LE COQ, Isabelle TAILLECOURS à Eric TOURON, Gabriel TAILLEE à Patrice MOUCHARD.

Absents : (21)

Rodolphe MIRANDE, Sophie SARAMITO, Fabrice ANGER, Jeannick CANTIN, Christophe CARDET, Fabrice DUFOUR, Gilles GOUZIL, Renaud HOUTIN, Marie-France LE NEILLON, Lydia L'HERROUX, Eric MIGNOT, Nathalie MORON, Laurent NIVELLE, Nicolas OGEREAU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Caroline RABAULT, Didier ROUSSEAU, Marie SEYEUX, Michel SIRE, Florian STEPHAN, Sylvie TAUGOURDEAU

APPROBATION DES MODIFICATIONS STATUTAIRES DU SYNDICAT LAYON AUBANCE LOUETS

La compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), issue de la loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles est attribuée depuis le 1^{er} janvier 2018, de plein droit aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP).

Cette compétence comprend les missions suivantes (article L211-7 du Code de l'Environnement):

- 1° : l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,
- 2° : l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- 5° : la défense contre les inondations et contre la mer,
- 8° : la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Pour l'Ouest de son territoire, concernée par les bassins versants du Layon et de l'Aubance, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) a fait le choix de transférer cette compétence au syndicat Layon Aubance Louets (SLAL). La CASVL a également pris et transféré, par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2017, la compétence « animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique » (item 12 du L211-7 du Code de l'Environnement).

Pour répondre à diverses attentes émanant de ses membres ainsi que de la Préfecture du Maine-et-Loire, le syndicat Layon Aubance Louets a procédé à une révision de ses statuts, qui ont été approuvés par le Comité syndical du 18 décembre 2019.

En tant que membre du syndicat Layon Aubance Louets, la CASVL a 3 mois pour se prononcer sur les nouveaux statuts du syndicat.

Les modifications statutaires sont les suivantes :

Anciens statuts			Nouveaux statuts				
Composition	EPCI-FP	Communes	EPCI-FP	Communes			
	Communauté d'agglomération du Choletais (CAC) Communauté de Communes Loire Layon Aubance (CCLLA) Angers Loire Métropole (ALM) Mauges Communauté (MC) CASVL	Genneton St-Maurice-Etusson Argentonnay Val en Vignes Les Ponts-de-Cé Mûrs-Erigné Soulaines-sur-Aubance Dénezé-sous-Doué Louresse-Rochemenier Saint-Macaire-du-Bois Vaudelnay Doué-en-Anjou Gennes Val de Loire Tuffalun	CAC CCLLA ALM MC CASVL Communauté de communes du Thouarsais (CCT) Communauté d'agglomération du Bocage Bressuirais (CA2B)	Les Ponts-de-Cé Mûrs-Erigné Soulaines-sur-Aubance Dénezé-sous-Doué Louresse-Rochemenier Saint-Macaire-du-Bois Vaudelnay Doué-en-Anjou Gennes Val de Loire Tuffalun			
Compétences	GEMAPI : Pour tous les EPCI-FP membres						
	Item 12 (animation) du L211-7 Code Env : Pour tous les membres						
Siège social	Items 4,6,7,10 et11 du L211-7 Code Env. Pour les communes membres et CAC, CCLLA et MC						
	Mairie de Thouarcé	Zone du Léard-Thouarcé-49380 Bellevigne-en-Layon					
Règles de représentation des membres	EPCI-FP membres : 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant par commune représentée						
	Communes membres : 1 titulaire et 1 suppléant par commune						
Clé de répartition des cotisations	Total = 92 titulaires (dont 15 pour la CASVL) et 92 suppléants (dont 15 pour la CASVL)						
	MC, CAC et CCLLA bénéficient de 5 voix par délégué titulaire pour tenir compte des compétences à la carte. Pour les autres EPCI-FP, chaque délégué titulaire ne dispose que d'une voix.						
Clé de répartition des cotisations	- Pour 50 % en fonction de la population du membre comprise dans le SLAL						
	- Pour 50 % en fonction de la surface du membre comprise dans le SLAL.						
Clé de répartition des cotisations	32 350€ pour la CASVL hors passif						
	Total = 29 titulaires (dont 3 pour la CASVL) et 22 suppléants (dont 2 pour la CASVL).						
Clé de répartition des cotisations	MC, CAC et CCLLA bénéficient de 5 voix par délégué titulaire pour tenir compte des compétences à la carte. Pour les autres EPCI-FP, chaque délégué titulaire ne dispose que d'une voix.						
	- Pour 50 % en fonction de la population du membre comprise dans le SLAL						
Clé de répartition des cotisations	- Pour 50 % en fonction de la surface du membre comprise dans le SLAL.						
	32 350€ pour la CASVL hors passif						

Vu la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM,

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20200130-2020-012DC-DE
Date de télétransmission : 06/02/2020
Date de réception préfecture : 06/02/2020

Vu la loi 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe,

Vu l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement listant les missions relatives à la gestion de l'eau et des bassins versants,

Vu l'article L5211-20 Du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017/328 DC du Conseil Communautaire du 14 décembre 2017 transférant la compétence GEMAPI au syndicat Layon Aubance Louets,

Vu l'information donnée au cours de la Commission « Risques et milieux aquatiques » du 12 décembre 2019,

Vu le courrier envoyé par le Président du syndicat Layon Aubance Louets en date du 08 janvier 2020 demandant à se prononcer sur les modifications statutaires,

Considérant l'intérêt des modifications statutaires du SLAL pour lui permettre de mener les actions identifiées dans le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Layon Aubance Louets approuvé le 18 octobre 2019 et pour simplifier la gouvernance,

Aussi,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le projet de modifications statutaires du syndicat Layon Aubance Louets joint en annexe,
- **DE PRENDRE ACTE** des changements intervenus dans la représentation de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au sein du syndicat Layon Aubance Louets, passant de 15 délégués titulaires à 3, à compter du renouvellement des conseils municipaux en mars 2020,
- **DE PRENDRE ACTE** des changements intervenus dans la clé de répartition des cotisations, à savoir passage d'une clé basée sur le pourcentage de population présente dans le bassin à une clé prenant en compte, pour 50 %, la population du membre dans le bassin et, pour 50 %, la superficie du membre dans le bassin,
- **D'AUTORISER** le Président ou la Vice-Présidente en charge des risques à prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente décision et à signer l'ensemble des documents y afférent.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 1^{er} trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	8 – Domaine et compétence par thèmes	8.8 - Environnement
-------------------	--------------------------------------	---------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »